

# Principes de la politique Covid et position de l'UDC



Janvier 2022

## **table de matières**

<b>1. L'essentiel en bref</b>	2
<b>2. Les succès de l'UDC</b>	3
<b>3. Les déboires d'Alain Berset</b>	4
<b>4. Campagne anxiogène du Conseil fédéral</b>	5
<b>5. Une absence de stratégie qui induit une communication malhonnête</b>	6
<b>6. Oui à la vaccination, non à la vaccination forcée</b>	8
<b>7. Un régime dictatorial en Suisse ?</b>	8
<b>8. Les milliards de la politique Covid : ne touchons pas au frein à l'endettement !</b>	9
<b>9. Conclusion : et maintenant ?</b>	10

### Annexes :

- Document stratégique du 31 mars 2020
- Document stratégique du 2 mai 2020

## 1. L'essentiel en bref

Cela fait presque deux ans maintenant que la population suisse et le monde politique vivent sous **l'emprise de la crise Covid**. Il est bien entendu indéniable que le Covid-19 est un virus dangereux, surtout pour les groupes à risque<sup>1</sup>.

Il devrait néanmoins être tout aussi indiscutable que le train de mesures contre la pandémie ne doit pas être plus dommageable pour les individus, les emplois ou encore la formation des jeunes que le virus lui-même.

La position de l'UDC tente de concilier **la protection de la population** avec les conséquences économiques, sociales et sociétales de la politique Covid. C'est sur cette base qu'elle a présenté **une stratégie claire en matière de politique économique et sanitaire**, dès le 31 mars 2020 déjà<sup>2</sup>.

### Les trois points principaux

1. L'UDC est le seul parti ayant élaboré **une stratégie** lors de la crise Covid et dont les grandes lignes sont encore valables aujourd'hui<sup>3</sup>:  
**Protéger les groupes à risque de façon ciblée** (surtout les personnes âgées atteintes de maladies préexistantes), mettre en œuvre si nécessaire les mesures de protection qui ont fait leurs preuves (port du masque, distanciation sociale, lavage régulier des mains) et laisser les individus et les entreprises vivre et travailler aussi librement que possible.
2. « **L'approche pragmatique** » de la Suisse, dont on fait aujourd'hui l'éloge, n'a pu être faite que **grâce à la pression et au travail parlementaire de l'UDC**. Le Conseil fédéral, Alain Berset, l'OFSP et tous les autres partis auraient été beaucoup plus loin, avec des *lockdown* à répétition, des mesures arbitraires et la mise en place d'un régime politique autoritaire.
3. **L'UDC est le seul parti gouvernemental à défendre les droits fondamentaux**, comme les libertés individuelles, la voie de la démocratie, l'intégrité physique de la population ou encore la proportionnalité des décisions politiques. Notre parti a donné une véritable **voix démocratique** aux inquiétudes fondées de la population, notamment face à la campagne de dénigrement initiée par les médias qui refusent de faire la différence entre l'immense majorité de personnes raisonnables qui critiquent le train de mesures arbitraires et les quelques individus plus radicaux.

---

<sup>1</sup> Selon l'OFSP, les groupes à risque comprennent notamment les personnes âgées, les personnes atteintes de maladies chroniques comme l'hypertension, les maladies cardiovasculaires, le diabète, le cancer ou encore l'obésité : [Personnes vulnérables \(admin.ch\)](https://www.admin.ch/fr/content/medien/2020/04/161711.pdf)

<sup>2</sup> <https://www.udc.ch/actualites/articles/communiqués-de-presse/ludc-reclame-une-strategie-economique-et-sanitaire-claire-pour-la-periode-suivant-le-19-avril/>

<sup>3</sup> <https://www.udc.ch/actualites/articles/communiqués-de-presse/>

## 2. Les succès de l'UDC

-Le Conseil fédéral a imposé par deux fois un *lockdown* à toute la Suisse, aux conséquences se chiffrant en milliards de francs et tout cela sans disposer d'une réelle stratégie de sortie de la pandémie. C'est l'UDC qui, en mars 2020, a présenté une stratégie face au Covid et qui a politiquement poussé en faveur d'une sortie de la pandémie par une campagne « **stop lockdown** »<sup>4</sup>.

-En quelques semaines, le ministre des Finances Ueli Maurer (UDC) a mis sur pied **un système de crédit d'urgence**, qui a permis aux entreprises dans le besoin d'assurer leurs liquidités rapidement et sans bureaucratie excessive. « Obtenir un crédit jusqu'à 500'000 francs en 30 minutes : un système qui suscite l'admiration tout autour du Globe ; nombreux sont ceux qui demandent conseil au Conseiller fédéral Ueli Maurer. »<sup>5</sup>

-Ce n'est pas la gauche caviar mais bel et bien l'UDC qui s'est engagée en faveur des personnes aux revenus modestes : le Conseil national a approuvé une réglementation du chômage partiel, par 193 voix pour et 1 contre, décrétant que les salaires jusqu'à CHF 3'470.- mensuels seront indemnisés à 100% entre décembre 2020 et mars 2021<sup>6</sup>. Cette proposition a été faite par la Conseillère nationale **Esther Friedli** (UDC/SG).

-Ce n'est que grâce à l'UDC que les stations de ski ont pu ouvrir lors de la saison 2020/2021. L'OFSP et le Conseiller fédéral Berset voulaient tout fermer, alors que les sports d'hiver se pratiquent à l'extérieur et que l'activité physique est bonne pour la santé<sup>7</sup>. La déclaration du Conseil fédéral, prenant racine au sein de l'UDC, a obtenu une majorité au Conseil national<sup>8</sup>. La gauche rose-verte, quant à elle, était favorable à une fermeture totale des stations de sports d'hiver, cautionnant ainsi la destruction d'entreprises et d'emplois. La fermeture des stations de ski n'était plus à l'ordre du jour pour la saison 2021-2022.

-**La pétition « Beizen für Büezer »** (janvier 2021). Les fonctionnaires privilégiés en télétravail et les syndicats de gauche ne se sont malheureusement pas intéressés aux travailleurs qui doivent œuvrer dehors, y compris en hiver et qui n'avaient pas même la possibilité de prendre un repas chaud et d'utiliser des toilettes décentes dans les restaurants pendant le *lockdown*. C'est l'UDC, par la voix de la Conseillère nationale Monika Rüegger (UDC/OW), qui a obtenu l'ouverture des restaurants pour les travailleurs grâce à la pétition « *Beizen für Büezer* » couplé à un concept concret.

-Plus de **260'000 Suissesses et Suisses** ont exigé la fin immédiate du *lockdown* nuisible, disproportionné et inutile édicté par le Conseil fédéral<sup>9</sup>. Le Conseiller fédéral Alain Berset a estimé qu'il n'était pas nécessaire de recevoir les signatures du président de l'UDC Marco Chiesa. Toutefois, la pétition, couplée à la pression exercée sur les deux Conseillers fédéraux PLR, a permis une réouverture progressive<sup>10</sup>.

---

<sup>4</sup> <https://www.udc.ch/stopplckdown/>

<sup>5</sup> <https://www.nau.ch/politik/bundeshaus/kreditsystem-von-ueli-maurer-ist-auf-der-ganzen-welt-gefragt-65697217>

<sup>6</sup> <https://www.srf.ch/news/schweiz/kurzarbeit-parlament-will-100-prozent-entschaedigung-fuer-tiefe-einkommen>

<sup>7</sup> <https://www.nau.ch/politik/bundeshaus/svp-fordert-skisaison-ohne-einschrankungen-65828949>

<sup>8</sup> <https://www.srf.ch/news/schweiz/corona-regeln-fuer-skigebiete-nationalrat-keine-einschraenkung-des-skitourismus-ueber-festtage>

<sup>9</sup> <https://www.aargauerzeitung.ch/news-service/inland-schweiz/petition-svp-reicht-rund-250000-unterschriften-fuer-sofortiges-lockdown-ende-ein-ld.2102422>

<sup>10</sup> <https://www.udc.ch/actualites/articles/communiqués-de-presse/la-pression-de-ludc-est-efficace/>



engendrée a coûté plus de CHF 4'000.- ; en parallèle, les seniors qui souhaitaient recevoir une 3<sup>e</sup> dose (dose de rappel) s'en sont vu refuser l'accès !

**-Dose de rappel :** Là encore, sans réelle stratégie de vaccination, l'OFSP n'a pas su cibler les groupes à risque et mettre en place les capacités requises.

La plus tragique des erreurs de l'OFSP est son **inaction concernant les maisons de retraite et les EMS**. Plus de 9 mois après le début de la pandémie, les fonctionnaires de la santé, sous l'égide d'Alain Berset, n'avaient toujours **pas mis en place un concept national de protection contraignant et fonctionnel en faveur des personnes les plus à risque**, ce alors que près de la moitié des victimes du Covid-19 soient décédées au sein des maisons de retraite ou des EMS. En revanche, l'OFSP a réglementé la vente de chaussettes et de caleçons à l'échelle nationale... C'est l'UDC qui, en janvier 2021, a exigé la mise en place de concepts de protection obligatoires pour les maisons de retraite et les EMS<sup>17</sup>. Parmi ces mesures figurent entre autres des tests rapides et réguliers pour le personnel desdits établissements.

#### **4. Campagne anxiogène du Conseil fédéral**

Deux choses ont été mises en lumière depuis le début de la pandémie : 1) le Conseil fédéral se base sur des chiffres peu fiables et dissimule son manque de connaissances. 2) Le Covid-19 et ses variants connus sont un danger pour les personnes âgées et celles souffrant de maladies graves préexistantes. Dès lors, quelque 12'000 personnes sont décédées du Covid-19 en Suisse, mais principalement des personnes âgées de plus de 80 ans. 30% des décès concernent les moins de 80 ans et si l'on ne tient compte que des moins de 60 ans, ce pourcentage tombe alors à 3%<sup>18</sup>. Cela montre que la priorité doit être recentrée sur la protection des groupes à risque et des personnes âgées et que dès lors, les restrictions généralisées à large échelle pour l'ensemble de la population ne sont que très difficilement justifiables.

Si l'on suit la **campagne anxiogène du Conseil fédéral** ainsi que les décomptes morbides de décès actualisés quotidiennement par les médias, l'on pourrait croire que les gens meurent massivement du Covid et que la mortalité est plus grande que d'ordinaire.

Or, ce n'est pas le cas. En 2020 et 2021, la situation est la suivante : au début de la pandémie (printemps 2020) et pendant l'hiver 2020-2021, l'on dénombre en effet une surmortalité ; l'on dénombre en effet plus de décès en comparaison des chiffres des dernières années pour les mêmes périodes<sup>19</sup>.

Cependant, l'on constate également que cette surmortalité ne concerne presque exclusivement que les plus de 65 ans et que le reste de la population n'a connu qu'une très légère surmortalité durant l'hiver 2020-2021 (l'on dénombre 51 décès supplémentaires dans cette tranche d'âge par rapport aux autres années)<sup>20</sup>.

---

<sup>17</sup> <https://www.udc.ch/actualites/articles/communiqués-de-presse/le-conseil-federal-perd-le-contact-avec-la-realite-et-le-soutien-du-peuple/>

<sup>18</sup> Office fédéral de la santé publique ([COVID-19 Suisse | Coronavirus | Dashboard \(admin.ch\)](#)). Voir le «Rapport de situation Suisse et Liechtenstein - Semaine 50 (13.12. – 19.12.2021)».

<sup>19</sup> [Mortalité, causes de décès | Office fédéral de la statistique \(admin.ch\)](#)

<sup>20</sup> [Wöchentliche Todesfälle, 2020-2021 - 30.12.2019-26.12.2021 | Tabelle | Bundesamt für Statistik \(admin.ch\)](#)

**Une surmortalité n'est d'ailleurs pas un fait rare**, comme le démontre l'étude des statistiques sur la mortalité des années précédentes. **Une surmortalité est observée presque chaque année** dans différents groupes d'âge, pour diverses raisons telles que les épidémies de grippe, les vagues de chaleur, etc. Ce phénomène est d'ailleurs particulièrement édifiant si l'on regarde les chiffres en 2015, où une importante surmortalité a pu être constatée en début d'année.<sup>21</sup>

Le groupe de population le plus touché par le virus reste les personnes âgées : 45% des décès ont été enregistrés dans les maisons de retraite et l'âge médian des personnes décédées est de 85 ans. 98% des personnes décédées des suites d'une infection Covid avaient au moins une maladie préexistante.<sup>22</sup>

## **5. Une absence de stratégie qui induit une communication malhonnête**

L'UDC a soutenu la politique du Conseil fédéral sans critiquer le sens ou l'utilité des mesures pendant la première phase de la pandémie. Après quelques semaines toutefois, il était clair que le Covid-19 était surtout dangereux pour les personnes âgées, voire très âgées ainsi que pour les personnes souffrant de maladies graves. L'âge médian des personnes décédées du Covid-19 est de 85 ans. Dès le moment où ce constat a été établi, l'OFSP et le Conseil fédéral (tout particulièrement Alain Berset) auraient dû développer une stratégie centrée sur ces personnes à risque. Cela aurait dû également comprendre une communication qui nomme les faits tels qu'ils sont et qui informe honnêtement la population, y compris sur les choses que le gouvernement ignore ou sur ses erreurs (compréhensibles).

L'absence de stratégie de la part de l'OFSP a mené à des mesures arbitraires, les bases servant aux prises de décision changeant constamment, ainsi qu'à une politique Covid indifférenciée entraînant la division inutile et dangereuse de la société. La communication a été à la fois bancal et malhonnête. Cela a commencé par la dissimulation par la Confédération de l'absence de stocks de matériel de protection. Au lieu d'informer la population, la Confédération est allée jusqu'à mentir à la population en prétendant que les masques étaient inutiles. D'autres erreurs de communication ont été commises :

- Une **task-force** qui sert surtout de « catalyseur de panique ».
- Un **enchaînement de mesures** qui laisse la population toujours plus songeuse : 3G, 2G, 2G+, nombre variable de personnes autorisées à se réunir à la maison, à l'extérieur, dans les lieux publics, les restaurants, etc.
- Les bases servant à justifier le durcissement des mesures changent constamment** : capacités hospitalières, incidence des cas, taux de reproduction R, scénarios d'infection, taux de vaccination, taux d'hospitalisations, etc.
- Les mesures arbitraires** : exemple du *lockdown* : librairies fermées, salons de coiffure ouverts ; vente de bougies OUI, ventes d'ampoules électriques NON ; vente de chaussettes OUI, ventes de pantalons NON.<sup>23</sup>
- Fermeture des écoles** : le 13 mars 2020, le Conseil fédéral décrétait une fermeture temporaire des écoles (interdiction de l'enseignement en présentiel),

<sup>21</sup> [Wöchentliche Todesfälle 2015 - 29.12.2014-3.1.2016 | Diagramm | Bundesamt für Statistik \(admin.ch\)](#)

<sup>22</sup> [Siehe dazu den «Situationsbericht zur epidemiologischen Lage in der Schweiz und im Fürstentum Liechtenstein - Woche 50 \(13.12. – 19.12.2021\)», Seite 16.](#)

<sup>23</sup> <https://www.20min.ch/story/laeden-toben-wegen-willkuer-liste-des-bag-571716241393>



contrevenant au principe de subsidiarité.<sup>24</sup> Les différences de situations épidémiologiques dans les cantons n'ont pas été prises en compte. Les cantons ont été complètement ignorés par la Confédération et les parents de plus de 700'000 élèves de l'école primaire ont été livrés à eux-mêmes ; ils ont dû se réorganiser d'un jour à l'autre et se muter en enseignant pour leurs enfants. Les écoles n'ont plus pu assumer leurs rôles éducatifs et de socialisation, laissant pour compte nombre d'enfants (et spécialement les plus fragiles d'entre eux).

-**Certificat Covid obligatoire** dans les restaurants malgré les concepts d'hygiène pourtant efficaces mais pas dans les transports publics. Certificat Covid obligatoire pour visiter un zoo, mais pas pour se rendre dans une maison close...

-**Tabous** : le pourcentage élevé de migrants ainsi que de personnes en surpoids dans les unités de soins intensifs est totalement passé sous silence.

-On brandit la menace d'un « tri des patients » dans les hôpitaux alors qu'on a réduit la capacité des soins intensifs de 1'100 lits en novembre 2021 à 850 actuellement.

-**Efficacité des vaccins** : La baisse de l'efficacité des vaccins face aux nouveaux variants n'est pas clairement communiquée, afin de ne pas conforter une partie de la population dans son scepticisme face à la vaccination.

-L'on élude sciemment le fait que **le certificat Covid ne confère qu'une illusion de la sécurité**, puisque les personnes vaccinées peuvent également être des vecteurs du virus et donc propager ce dernier. En sus, les tests ne sont plus pris en compte pour l'établissement du certificat (stratégie dite « 2G »), ce alors qu'ils permettent pourtant de savoir de façon fiable si une personne est positive au Covid ou non.

-La dose de rappel doit être priorisée en lieu et place de la vaccination des enfants.

Pour conclure, voici encore deux exemples édifiants de communication malhonnête : en avril 2021, le Conseiller fédéral Alain Berset promettait que « lorsque toutes les personnes adultes souhaitant se faire vacciner auront pu l'être, la phase de normalisation pourra commencer. Plus aucune restriction importante ne pourra se justifier. Cette stratégie doit être maintenue même si une proportion plus faible qu'attendue de la population se fait vacciner ». <sup>25</sup> Et qu'a fait le Conseil fédéral ? Le contraire : il a renforcé les mesures et a introduit le certificat Covid obligatoire à l'intérieur du pays.

La plus grave des tromperies a toutefois eu lieu dans la tenue de la statistique des causes de décès par l'OFSP. Une personne atteinte d'une forme grave de cancer et testée positive au Covid-19 est considérée comme victime du Covid. La rhétorique employée est alors « en rapport avec le Covid-19 ». L'OFSP enfreint donc les règles de l'OMS (auxquelles elle est pourtant également soumise, tout comme l'OFS) : la 1<sup>ère</sup> maladie doit être considérée comme la cause du décès. Une évaluation provisoire de la statistique des causes de décès pour les mois de janvier à mars 2020 montre que plus de 90% des personnes décédées « en rapport avec le Covid-19 » présentaient « au moins une maladie concomitante ». <sup>26</sup> Jusqu'à ce jour, aucune communication claire n'est faite afin de dire qui est mort « avec » ou

---

<sup>24</sup> [Le Conseil fédéral renforce les mesures contre le coronavirus pour protéger la santé de la population et soutient les secteurs touchés \(admin.ch\)](#)

<sup>25</sup> [Coronavirus : le Conseil fédéral présente les prochaines étapes avec le modèle des trois phases \(admin.ch\)](#)

<sup>26</sup> [Erste Covid-19-Auswertung in der BFS-Todesursachenstatistik - Statistik der Todesursachen 2020; Provisorische Ergebnisse der Monate Januar bis März | Communiqué de presse | Office fédéral de la statistique \(admin.ch\)](#)



« à cause » du Covid-19. Ce climat anxiogène doit être rejeté au même titre que la banalisation générale du virus.

## **6. Oui à la vaccination, non à la vaccination forcée**

La position de l'UDC au sujet de la vaccination est claire : la vaccination est un moyen essentiel de lutte contre la pandémie, **en particulier pour les groupes à risque**.

Rappelons tout de même que l'OFSP avait négligé l'acquisition de vaccins, ce alors qu'il était évident depuis le début de la pandémie que les tests et la vaccination permettraient à la population suisse de vivre et travailler à nouveau librement. Cette débâcle sur l'approvisionnement a conduit au 2<sup>e</sup> *lockdown* en décembre 2020. Une manœuvre coûteuse pour tenter de palier un échec cuisant, qui a coûté 750 millions de francs par semaine<sup>27</sup> !

L'UDC s'est montrée très critique face à cette débâcle de la Confédération en termes d'acquisition de doses : « des pays comme le Maroc, la Serbie et le Chili vaccinent plus rapidement que la Suisse. La stratégie de vaccination du ministre de la Santé Alain Berset et de l'OFSP a échoué. Les retards de livraison n'ont pas été pris en compte, un vaccin non-autorisé en Suisse a été commandé auprès de l'entreprise Astra Zeneca alors que l'OFSP n'a même pas commandé le vaccin Johnson&Johnson pourtant autorisé. L'offre de Lonza, qui a proposé de participer à la production du vaccin Moderna en Valais, a été sciemment ignorée, tout comme l'offre du vaccin russe Sputnik V. Résultat : la vaccination a été retardée, au détriment de la population, des entreprises et des finances publiques. Cette politique Covid coûte 750 millions de francs par semaine aux contribuables<sup>28</sup> ! »

L'UDC a demandé la fin immédiate de toutes les mesures de restriction le 14 avril 2021, exigeant une « campagne de vaccination accélérée » accompagnée de tests massifs généralisés. Le président de l'UDC, Marco Chiesa, a déclaré : « la fermeture des centres de vaccination à Pâques est une négligence que nous ne pouvons plus nous permettre. *Forza* la vaccination ! *Basta* les restrictions ! »<sup>29</sup>

Les **insinuations des médias** prétendant que l'UDC serait contre la vaccination sont mensongères. L'UDC s'oppose à la vaccination forcée ou obligatoire ainsi qu'à la discrimination et à la stigmatisation des personnes non-vaccinées. L'UDC s'oppose également à la vaccination inutile des enfants.

## **7. Un régime dictatorial en Suisse ?**

Des représentants de l'UDC ont qualifié la Suisse de « dictature Covid » et le Conseiller fédéral Alain Berset de « dictateur ». Ces propos ont créé une vague d'indignation, certains ayant même exigé le renvoi de notre parti du gouvernement. Le ton était alors donné : avec de telles déclarations, l'UDC se rendrait prétendument responsable de la radicalisation d'une partie de la population déjà en colère. Ces accusations sont absurdes. Depuis le début de la pandémie, le pouvoir politique est entre les mains du Conseil fédéral et quel que soit le nom qu'on lui donne, le « régime Covid » des autorités ne peut en aucun cas être qualifié de démocratique.

---

<sup>27</sup> <https://www.udc.ch/actualites/articles/communiqués-de-presse/alain-ber-set-impose-un-deuxieme-confinement-pour-detourner-lattention-de-ses-propres-defaillances/>

<sup>28</sup> <https://www.udc.ch/actualites/articles/communiqués-de-presse/lechech-face-a-la-pandemie/>

<sup>29</sup> <https://www.udc.ch/actualites/articles/communiqués-de-presse/la-pression-de-ludc-est-efficace/>

La démocratie échoue lorsque les *lockdown* et autres mesures restrictives ne sont plus des outils de dernier recours mais un potentiel état permanent, une nouvelle norme en somme. La Suisse a toujours été un pays où la responsabilité individuelle règne en maître, où les citoyennes et les citoyens peuvent prendre leurs propres décisions de façon raisonnable et responsable. Tout citoyen responsable sait bien qu'il doit faire sa part pour réduire les risques. En revanche, il n'existe pas de société au risque zéro ; une telle société serait déconnectée de la réalité et ne serait pas viable.

**Les citoyennes et les citoyens suisses ne peuvent et ne doivent donc pas s'habituer à un état d'urgence permanent**, auquel cas nous renonçons à la démocratie au profit d'un système totalitaire. Le système politique ordinaire de la Suisse repose sur une importante fraction des pouvoirs et une participation directe des électrices et des électeurs ; ce système a été considérablement mis à mal et l'UDC a été le seul parti à s'opposer à son démantèlement.

Tous les autres partis se sont inconditionnellement rangés derrière la politique du Conseil fédéral. **Marc Walder**, chef du plus grand consortium de médias du pays, a ordonné aux journaux du groupe Ringier (dont font entre autres partie le Blick et le Sontagsblick) de se montrer fidèles au gouvernement : « Nous voulons soutenir le gouvernement par nos reportages médiatiques. »<sup>30</sup> Et de poursuivre : « Nous devons essayer de faire en sorte que la politique ne perde pas le peuple, selon qu'elle agisse assez vite ou non, assez durement ou non, etc. Les médias ne doivent pas contribuer à créer un fossé entre le peuple et le gouvernement ». Les autorités peuvent donc compter sur des médias comme Ringier pour relayer des informations formatées exclusives et des campagnes Covid clefs-en-main tous frais payés : dans le cadre de sa campagne de vaccination, la Confédération a versé plus de 20 millions de francs aux éditeurs médiatiques suisses, comme a été forcé de le révéler le Conseiller fédéral Alain Berset suite à la question parlementaire du Conseiller national UDC Roland Rinao Büchel.<sup>31</sup>

Les médias vont maintenant encore bénéficier de milliards de francs de subsides déguisés en un « train de mesures d'aide aux médias »<sup>32</sup>. C'est un très mauvais signal. Les démocraties ont besoin de critiques, d'oppositions et de médias indépendants. Or, le dénigrement systématique de ceux qui ne pensent pas comme eux, tel qu'il est pratiqué à ce jour, est symptomatique des régimes totalitaires.

## **8. Les milliards de la politique Covid : ne touchons pas au frein à l'endettement !**

Les dépenses de la Confédération liées à la politique Covid s'élèvent à ce jour à 40 milliards de francs. Pendant les deux lockdown, la Confédération s'est endettée à la hauteur de quelque 150 millions de francs supplémentaires par jour, ce qui correspond en un mois à un endettement de 510 francs par habitant<sup>33</sup>. Pour une famille de 4 personnes, cela représente une dette mensuelle supplémentaire de

---

<sup>30</sup> <https://www.persoendlich.com/medien/video-zeigt-ringiers-corona-medienstrategie>

<sup>31</sup> [21.8243 | Campagne de vaccination. Qui reçoit combien d'argent? | Bulletin officiel | Le Parlement Suisse](#)

<sup>32</sup> [Pourquoi Non - Nein zum Massnahmenpaket zugunsten der Medien \(medias-train-de-mesures-non.ch\)](#) La votation au «train de mesures en faveur des médias» aura lieu le 13 février 2022.

<sup>33</sup> [Maurer über Finanzhilfen: «Wir machen jeden Tag 150 Millionen Franken Schulden» - 20 Minuten](#)

CHF 2'040.- et qui va payer ces dettes ? Une fois de plus, c'est la classe moyenne qui, par l'augmentation des impôts, devra passer à la caisse, tout comme les générations futures.

Si la Suisse a pu supporter financièrement la crise Covid, c'est en raison de son modèle de réussite unique : le frein à l'endettement. En clair, grâce à ce mécanisme, l'Etat ne peut pas dépenser plus d'argent qu'il n'en gagne. Ce mécanisme est avant tout un frein politique aux dépenses de l'argent des contribuables. Ce projet a été accepté par le peuple en 2001 lors d'une votation populaire, avec un pourcentage record de 84,7% de OUI. Ce frein à l'endettement a été combattu par les partis de gauche, ce qui n'est pas surprenant : ils préfèrent dépenser l'argent des autres sans compter et tentent encore aujourd'hui d'anéantir ce modèle de réussite économique.

Grâce au frein à l'endettement, les dettes brutes de la Confédération sont passées de plus de 130 milliards de francs à un peu moins de 97 milliards (chiffres 2019). C'est grâce à ce mécanisme de frein à l'endettement que la Suisse peut se permettre de supporter les efforts liés à la crise Covid ! Il n'est toutefois pas acceptable d'assouplir le frein à l'endettement pour réduire hypothétiquement la dette Covid, comme le souhaite la gauche rose-verte. **L'UDC soutient le plan de réduction de la dette élaboré par le ministre des Finances Ueli Maurer**<sup>34</sup>, qui ne prévoit aucune augmentation d'impôts et respecte le mécanisme de frein à l'endettement.<sup>35</sup>

## **9. Conclusion : et maintenant ?**

La politique restrictive soutenue particulièrement par la gauche rose-verte porte atteinte aux personnes les plus exposées de la société, alors que cette même gauche rose-verte prétend les défendre : la population active qui travaille au front et ne peut pas s'installer confortablement dans un bureau en télétravail, les personnes qui vivent dans des conditions difficiles, les ménages allophones, les familles monoparentales, les personnes avec des difficultés d'apprentissage pour lesquelles la scolarisation à domicile a été synonyme d'enfer, tout cela sans évoquer encore la socialisation réduite, etc. S'il fallait encore une ultime preuve de la déconnexion de la gauche caviar du reste de la société et de son indifférence crasse à l'égard de « son » précaire, la crise Covid en constitue une édifiante.

Et maintenant ? Visiblement, le nombre de lits en soins intensifs est devenu le nouveau critère décisif dans la gestion de la crise Covid. Se pose dès lors une question de principe : la population doit-elle s'orienter vers les hôpitaux ou sont-ce les hôpitaux qui doivent s'orienter vers la population ? L'UDC est d'avis qu'un système de santé qui coûte quelque 85 milliards de francs devrait être en mesure de faire face à une crise telle que celle qui nous occupe aujourd'hui. A ce titre, il est nécessaire d'accroître les capacités de soins intensifs, ce qu'il s'agisse de la logistique comme du personnel qualifié. Le financement doit également occuper les débats. Les employeurs doivent répondre davantage aux besoins de la société en proposant des modèles de travail flexibles et des incitations financières pour le personnel.

---

<sup>34</sup> <https://www.svp.ch/partei/positionen/vernehmlassungen/aenderung-des-finanzhaushaltsgesetzes/>

<sup>35</sup> [UDC Suisse - Dette Covid : ne touchons pas au frein à l'endettement !](#)

Au fond, la stratégie de l'UDC en termes de politique économique et sociale reste tout à fait valable : il faut protéger les groupes à risque de façon ciblée et l'OFSP doit s'y conformer, tant dans les mesures qu'elle met en place que dans sa communication. Le reste de la population doit pouvoir vivre et travailler aussi librement que possible ; si nécessaire, les mesures de protection qui ont fait leurs preuves doivent être respectées. Enfin, la vaccination est un élément important dans la lutte contre la pandémie mais doit rester volontaire ; l'Etat n'a pas à forcer la main de la population. En outre, l'Etat doit tirer des leçons de cette crise, notamment concernant la sécurité de l'approvisionnement et la proportionnalité des mesures mises en place.

**L'UDC poursuit son engagement inconditionnel en faveur des droits fondamentaux des Suissesses et des Suisses. Cela se traduit par l'abolition des pleins pouvoirs des autorités et par le retour à la liberté, à la responsabilité individuelle ainsi qu'à la normalité démocratique fédérale.**

**POUR UNE SUISSE SÛRE ET LIBRE !**